



CHAPITRE 9

Loi autorisant les compagnies à consentir des prêts d'habitation à leurs employés

[Sanctionnée le 11 mars 1948]

Préambule.

ATTENDU qu'il y a lieu de favoriser la coopération entre les compagnies et leurs employés pour aider ceux-ci à acquérir des habitations et à atténuer d'autant la crise du logement;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

"compagnie".

1. Dans la présente loi, "compagnie", outre son sens ordinaire, désigne toute société par actions ou à fonds social et toute corporation légalement formée, quels que soient la nature et l'endroit de leur constitution, qui sont soumises à l'autorité législative de la province.

Système de prêts, autorisé.

2. Toute compagnie peut, par règlement de ses directeurs ou administrateurs, adopter un système de prêts à ses employés pour leur permettre de se construire ou d'acquérir des habitations pour eux et leur famille, ou d'y faire des améliorations, ou d'acquitter les hypothèques qui les grèvent.

Règlement.

3. Ce règlement détermine les montants, modalités et conditions de ces prêts, sauf les dispositions qui suivent.

Taux d'intérêt.

4. Le taux de l'intérêt doit être raisonnable et il ne doit, en aucun cas, excéder quatre pour cent par année.

CHAPTER 9

An Act to authorize the companies to grant housing loans to their employees

[Assented to, the 11th of March 1948]

WHEREAS it is expedient to promote cooperation between companies and their employees in order to help the latter to acquire dwelling-houses and thereby reduce to some extent the housing shortage;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. In this act, "company" in addition to its ordinary meaning, shall designate any joint-stock or registered-capital company and any legally constituted corporation, whatever be the nature and place of their incorporation and which are subject to the legislative authority of the province.

2. Any company may, by by-law of its directors or managers, adopt a system of loans to its employees in view of enabling them to erect or acquire dwelling-houses for themselves and their families, or to make improvement thereon or pay off mortgages burdening same.

3. Such by-law shall determine the amount, methods and conditions of such loans, save the following provisions.

4. The rate of interest must be reasonable and in no case shall exceed four per cent per annum.

Verements
par anti-
cipation.

5. L'emprunteur peut en tout temps effectuer des versements par anticipation et acquitter l'emprunt avant son échéance.

5. The borrower may at any time effect payments in advance or discharge the loan before maturity. Payments in advance.

Prêts per-
sonnels.

6. Ces prêts sont personnels aux employés.

6. Such loans shall be personal to the employees. Personal loans.

Causes
d'exigibi-
lité immé-
diate du
rembour-
sement.

7. La compagnie peut stipuler l'exigibilité immédiate du remboursement advenant l'un ou l'autre des cas suivants:

7. The company may stipulate that repayment of the loan is to be immediately exigible, should either of the two following cases occur: Causes of immediate exigibility of repayment.

a) L'expropriation forcée ou l'aliénation volontaire, sans l'autorisation du prêteur, de l'immeuble grevé du prêt et de ses accessoires;

a. Forced expropriation or voluntary alienation, without authorization of the lender, of the immoveable burdened with the loan and of its accessories;

b) La cessation légale et définitive des services de l'emprunteur pour la compagnie.

b. Legal and final ceasing of the services of the borrower for the company.

Condi-
tions.

8. Afin d'assurer la conservation, la protection et le recouvrement de sa créance, la compagnie peut stipuler dans le contrat de prêt toutes conditions et dispositions légales non incompatibles avec la présente loi.

8. In order to guarantee the conservation, the protection and the payment of its claim, the company may stipulate in the loan agreement any legal conditions and provisions not incompatible with this act. Condi-
tions.

Ententes
autorisées.

9. Toute compagnie peut de plus conclure des ententes avec tout gouvernement, organisme gouvernemental, corporation publique ou privée, compagnie, société, employeur, constructeur et personne intéressée pour la création et le maintien d'un fonds d'allocations de loyer, ou d'une caisse de réduction de loyers, ou de tout autre fonds de même nature destiné à aider les petits salariés à se procurer des logis convenables, au moyen d'allocations de loyer, de paiement partiel de leur loyer ou de toute autre manière analogue.

9. Moreover, any company may enter into agreements with any government, government agency, private or public corporation, company, society, employer, builder and interested person for the establishing and maintenance of a rent allowance fund or a rent reduction fund, or of any other fund of similar nature intended to provide small salary earners with suitable tenements, through rent allowances, part-payment of their rent or any other similar method. Agree-
ments
author-
ized.

Fonds.

Toute compagnie est autorisée à verser à ce fonds les contributions financières prévues par ces ententes.

Any company shall be authorized to pay into such fund the financial contributions provided for by such agreements. Fund.

Entrée en
vigueur.

10. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

10. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming into force.